

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de Pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRASSERIE GOUDALE

AVENUE ISAAC NEWTON
ZAC DE LA PORTE MULTIMODALE DE L'AA
62510 ARQUES

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\BRASSERIE GOUDALE
(ex LES BRASSEURS DE GAYANT)_Arques_0007006604\2_Inspections\2025 10 28 légio rec APMD
Code AIOT : 0007006604

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement BRASSERIE GOUDALE implanté AVENUE ISAAC NEWTON ZAC DE LA PORTE MULTIMODALE DE L'AA 62510 ARQUES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL. Elle fait suite à l'arrêté de mise en demeure du 09/01/2025 pris à l'encontre de l'exploitant sur certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRASSERIE GOUDALE
- AVENUE ISAAC NEWTON ZAC DE LA PORTE MULTIMODALE DE L'AA 62510 ARQUES
- Code AIOT : 0007006604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Brasserie Goudale est autorisée par arrêté préfectoral du 22 octobre 2015 à produire, sur la zone d'activité de la Porte multimodale de l'Aa, sur la commune d'Arques (62), 2 000 000 hl de bière par an, soit 625 000 l/j en moyenne pour une capacité maximale de production de 700 000 l/j.

Les principales activités de la société sont la fabrication de bière et le conditionnement en bouteilles ou en boîtes.

Le processus de fabrication et de conditionnement de la bière est composé de 5 grandes étapes : le brassage, la fermentation, la garde, la filtration et le conditionnement.

La brasserie exploite huit tours aéroréfrigérantes avec cinq circuits différents.

Elle fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 09 janvier 2025 sur les prescriptions applicables en matière de prévention de la légionnelle.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	APMD	AP de Mise en Demeure du 09/01/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-2-b	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Formation aux risques de prolifération de la légionnelle	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
3	Entretien	Arrêté Ministériel du 14/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	préventif et surveillance de l'installation	article 26.I.1.a	
4	Plans de surveillance et d'entretien	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b	Sans objet
6	Procédures spécifiques, Procédure d'arrêt et de redémarrage des tours	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-1-c	Sans objet
7	Suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-IV-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a œuvré pour la mise en conformité de son établissement. La révision des Analyses Méthodiques des Risques de prolifération des légionelles a permis à l'exploitant de se réappropriier ses installations. Un plan d'action a été élaboré à la suite de la révision des AMR, son suivi permet l'amélioration continue du suivi des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/01/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de refroidissement évaporatif
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Brasserie Goudale, exploitant une installation de préparation et conditionnement de boissons sur le territoire de la commune d'Arques, Avenue Newton, relevant notamment de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 23, 26.I.1.a, 26.I.1.b, 26.I.2.b, 26-I.1.c et 26-IV.2 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 susvisé dans un délai de 6 mois en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisant un plan de formation répondant de manière exhaustive aux exigences. - Mettant à jour l'ensemble des AMR afin qu'ils contiennent l'ensemble des informations exigibles et que les incohérences avec les autres documents réglementaires soient corrigées. - Adaptant en fonction de la mise à jour des AMR les plans d'entretien et de surveillance afin qu'ils comportent l'ensemble des données exigibles et qu'ils ne présentent plus d'incohérences documentaires et de mise en œuvre. - Justifiant la stratégie de traitement - Définissant une procédure spécifique qui gère le risque des redémarrages des installations de

<p>pasteurisation (3 tours) suite à l'arrêt du week-end.</p> <p>- Reportant toutes les interventions réalisées sur les installations dans un carnet de suivi.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les éléments de conformités à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure sont détaillés dans les points de contrôles ci-après.</p> <p>Les éléments repris dans les constats des points de contrôles correspondent aux réponses apportées par l'exploitant aux remarques et non conformités relevées dans le rapport d'inspection du 04/12/2024 relatif à la visite du 17/10/2024.</p> <p>Les éléments de réponse de l'exploitant permettent de lever cinq points de non conformité sur les six listés dans l'article 1 de la mise en demeure visée ci dessus, à savoir que l'exploitant a :</p> <ul style="list-style-type: none"> -complété son plan de formation ; - Mis à jour l'ensemble des AMR en corrélation avec les autres documents réglementaires - Revu les plans d'entretien et de surveillance en cohérence avec les AMR - Défini une procédure spécifique qui gère le risque des redémarrages des installations de pasteurisation (3 tours) suite à l'arrêt du week-end. - Reporté toutes les interventions réalisées sur les installations dans le carnet de suivi. <p>Concernant Justification de sa stratégie de traitement, les conclusions de l'AMR recommandent de la modifier. L'exploitant teste actuellement une nouvelle stratégie. Ce point est évoqué dans le point de contrôle dédié à cette thématique. L'inspection est en attente d'éléments sur l'efficacité de cette nouvelle stratégie et si cela est concluant, des documents afférents (mise à jour mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement).</p> <p>Dans l'attente, la mise en demeure ne peut pas être levée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection sa nouvelle stratégie de traitement accompagnée des justificatifs d'efficacité. Le détail des éléments demandé est inscrit au point de contrôle N°5.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Formation aux risques de prolifération de la légionnelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue</p>

d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il comprend :

- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations »

Constats :

Dans les différentes AMR, l'exploitant a désigné nommément la responsable Sécurité Environnement du site et le responsable Service Maintenance Utilités/Fabrication comme les deux référents légionelle.

Le plan de formation a été complété notamment avec la fonction des intervenants sur l'installation.

Quinze personnes du site sont formées dont sept personnes en charge des astreintes. Apparaissent également sur le plan de formation les trois personnes intervenant en sous-traitance (Nalco), les quatre techniciens de Novalair (prestataire du nettoyage annuel) et les deux techniciennes préleveuses du laboratoire Eurofins qui ont suivi, en sus de la formation sur les risques de dispersion et de prolifération des légionelles, le module sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*. Les formations les plus anciennes datent de novembre 2022 et seront à renouveler pour novembre 2027. Les attestations de formations sont vérifiées de façon non exhaustive. Les attestations vérifiées par l'inspection n'amènent pas de remarques.

L'exploitant a également modifié le livret d'accueil du personnel pour y intégrer une information sur le risque sanitaire lié aux légionelles et informer des mesures de préventions (zones repérées par un panneau mentionnant le risque d'inhalation d'aérosols. Port du masque, interdiction d'accès au personnel non habilité).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien préventif et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Prescription contrôlée :

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Constats :

L'exploitant exploite 8 tours aéroréfrigérantes (TARs) avec 5 circuits différents.

Une AMR est réalisée pour les 3 circuits primaires ouverts dit TARs pasteurisations :

Le circuit BOITES, le circuit VERRES 75 et et le circuit VERRES 25-33 (soit une tour par circuit)

L'AMR précise que "ces 3 installations sont traitées dans la même AMR pour éviter les répétitions des descriptions et des événements communs. Les événements et caractéristiques spécifiques sont clairement identifiés".

Une AMR est réalisée pour les 2 circuits primaires fermés

- Tour TEV1500, Tour TEV1600 et Tour TEV1700 (3 tours)

- TAR CD600 et TAR CD700 (2 tours)

L'AMR précise que "ces 5 installations sont traitées dans la même AMR pour éviter les répétitions des descriptions et des événements communs. Les événements et caractéristiques spécifiques sont clairement identifiés".

L'exploitant a mis à jour ses analyses des risques de prolifération et de dispersion des légionelles de ses installations susvisées en date du 30/03/2025.

Cette analyse a été menée par un organisme extérieur compétent (KOSAMTI) dans le domaine de la prévention du risque légionellose et s'est appuyé sur les personnels intervenant sur la conduite, la maintenance et le traitement de l'eau (la responsable sécurité environnement, le responsable maintenance utilités, la responsable laboratoire, le traiteur d'eau)

Le choix de l'organisme compétent pour réaliser l'analyse des risques a été approuvé par

l'inspection des installations classées.

L'analyse méthodique des risques analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de récupération de chaleur, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation ;
- conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc..., notamment les arrêts du Week end ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau utilisée pour refroidir les fumées

La mise à jour de l'AMR a été l'occasion de mettre à jour également les procédures et notamment d'élaborer la procédure spécifique aux arrêts du Week end pour les tours correspondantes (Tar Verre Perdu - TAR Boîtes - TAR Verre Perdu 75, procédure PRXX00017).

Un nouveau plan d'action a été mis en place - un plan d'action par AMR. La visite a été l'occasion de passer en revue les différentes actions prévues et leur programmations. Certaines actions ont été modifiées du à un changement de la technique envisagée pour réduire le risque (ex facteur de risque n°18 AMR circuits primaires fermés - technique prévue : mitigeage avec régulateur de pression - technique à mettre en place suite à la consultation du prestataire : mise en place d'une cuve d'eau osmosée mitigée). Les plans d'actions mis à jour ont été transmis à l'inspection par courriel du 18/11/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plans de surveillance et d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.[...]

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque

indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection les deux plans d'entretien suivants :

Circuits ouverts BOITES, VERRE PERDU 25-33, VERRE PERDU 75 -(Version 1 - 30/06/2025)-

Plan d'Entretien Circuits fermés DC600-DC700 - TEV1500 - TEV1600 -TEV 1700 - (Version 1 - 30/06/2025)

Les plans d'entretiens ont été revus en fonction de la révision de l'AMR. Désormais, pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR une action est définie pour le gérer. Pour chaque indicateur est défini le pourquoi de son suivi, sa fréquence, et les risques identifiés en cas de dérive.

L'exploitant a également revu ses plans de surveillance en fonction de la révision de l'AMR.

Plan de Surveillance Circuits ouverts BOITES, VERRE PERDU 25-33, VERRE PERDU 75 - Version 1 - 30/06/2026

Plan de Surveillance Circuits fermés DC600-DC700 - TEV1500 - TEV1600 -TEV 1700 - Version 1- 30/06/2025

Les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive sont indiquées pour chaque indicateur.

L'exploitant pourra ajouter la référence de la procédure correspondante pour les actions définies aux plans d'entretiens comme pour celles des plans de surveillance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-2-b

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif et stratégie de traitement

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles.

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu. L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

Constats :

Ce point concerne les 2 circuits suivants :

CIRCUITS TAR TEV1500, TEV1600, TEV1700

CIRCUITS TAR 600 & CIRCUIT TAR 700

Lors de la visite du 17 octobre 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant ne justifiait pas le choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. De plus, le traitement comporte une injection hebdomadaire de biocide non oxydant chaque lundi plus une seconde injection le jeudi en période estivale. La période estivale n'étant pas définie et non respectée (injection également en octobre).

La révision de l'AMR a révélé l'utilisation et le dosage du BNO comme évènement critique (surdosage, utilisé en traitement préventif et non curatif, impact environnemental). Le prélèvement pour analyse légionelle en culture est également considéré comme évènement critique (il doit être réalisé le lundi avant l'injection du BNO et non le jeudi).

A la suite de la révision de l'AMR (26/03/2024), le traiteur d'eau a justifié l'utilisation de BNO "en raison de la localisation des tours de refroidissement à proximité des fumées issues des fermenteurs. Ces fumées apportent une charge en matière organique importante dans les installations de refroidissement. Cette charge organique favorise la prolifération des micro-organismes". Néanmoins, au regard des évènements critiques révélés dans l'AMR et des recommandations de modification de la stratégie de traitement apportées dans les conclusions de l'AMR, l'exploitant teste une nouvelle stratégie de traitement depuis le 16 septembre 2025. Ce traitement consiste à supprimer l'injection hebdomadaire du biocide organique en préventif ainsi que l'injection en choc du Bio Dispersant (Les chocs curatifs ponctuels de BD selon les résultats d'analyses augmentent le risque de transfert du bio film dans le circuit. cf AMR pt 7-4-3 page 22). Le traitement par biocide oxydant continu par bromation est maintenu, ainsi que l'injection

<p>d'hypochlorite de sodium dans l'appoint. L'exploitant procède depuis lors (16/09/2025) à une analyse hebdomadaire de présence de légionelles dans l'eau du circuit. Le jour de l'inspection l'exploitant n'avait pas à déplorer de présence de légionnelle. Les analyses hebdomadaires en <i>Legionella pneumophila</i>, doivent se poursuivre a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L (art 26- i-2-b de l'AM 14/12/2013 : "Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des <i>Legionella pneumophila</i> par la réalisation d'analyses hebdomadaires en <i>Legionella pneumophila</i>, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.") .</p> <p>Si l'exploitant confirme cette stratégie de traitement, il en informera l'inspection et justifiera son efficacité. Conformément à l'article 26-I-1-b de l'arrêté ministériel du 14/12/2013, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien. La stratégie de traitement constituant un facteur de risque, toute modification entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection la nouvelle fiche de stratégie de traitement, la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance, l'ensemble des analyses justifiant l'efficacité du traitement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Procédures spécifiques, Procédure d'arrêt et de redémarrage des tours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-1-c</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; - procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation : - suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ; - en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ; - en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ; - suite à un arrêt prolongé complet ; - suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ; - autres cas de figure propre à l'installation. <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant</p>

de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.
Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en *Legionella pneumophila* est réalisée.

Constats :

Lors de la visite du 17/10/2024 il est constaté, via le bilan 2023, que les installations de pasteurisation (3 tours : circuit Boite, circuit Verre 75 et circuit Verre 25-33) s'arrêtent le weekend. Or, l'exploitant n'avait pas défini de procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation dans ce cas de figure alors que les périodes d'arrêt le week-end et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation.

Ce facteur de risque à également été relevé dans la révision de l'AMR du 09/04/2025.

Une procédure spécifique a été créée par l'exploitant (procédure PRXX00017 v2 au 10/11/2025).

Dans sa procédure l'exploitant explique que la circulation de l'eau des circuits au niveau des TARs est impossible quand les lignes de conditionnement sont à l'arrêt.

La procédure détaille le process d'arrêt de la ventilation, de la circulation, le process de vidange, de remplissage et remise en service avec le traitement injecté et la surveillance des différents paramètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-IV-2

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des actions correctives et préventives

Prescription contrôlée :

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.- les modifications apportées aux installations.

Sont annexés au carnet de suivi :

- le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;
- l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;

- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque légionelles ;
- le plan de formation ;
- les rapports d'incident et de vérification ;
- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées, tels que définis au point V du présent article, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;
- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en *Legionella pneumophila* et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I-3 du présent article ;
- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau telle que définie à l'article 60. Le carnet de suivi est propriété de l'installation. Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées ou une vérification.

Constats :

Lors de la visite du 17/10/2024, l'inspection a constaté l'absence de certaines interventions dans le carnet de suivi. Il s'agissait notamment des actions préventives, curatives et correctives effectuées sur chacune des installations, entre autres les opérations de vidange, ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre), ainsi que les périodes d'arrêts partiels des week-end sur les tours "pasteurisation".

L'exploitant a pris en compte cette absence d'écriture et s'astreint depuis lors à noter chaque évènement et intervention dans le carnet de suivi du circuit correspondant. Des carnets de suivi ouverts le 01/09/2025 ont été présentés puis transmis à l'inspection par courriel du 18/11/2025. Ils indiquent la date, le nom de l'intervenant, l'identification de la tour, le défaut (au besoin), et l'action réalisée.

Type de suites proposées : Sans suite